

gé d'interpeller le gouvernement sur le sujet de la démission de M. de Bourgoing.

Non-seulement le commandant de l'Orénoque, mais tout son état-major a demandé à rentrer en France, par suite des nouvelles instructions de M. de Rémusat.

Le Journal de Paris a stigmatisé, avec la plus patriotique indignation, le langage du Journal des Débats et des autres feuilles démocratiques qui, dans toutes les mesures dirigées par la Prusse contre le Pape et l'Eglise catholique, se prononcent en faveur de la Prusse.

M. Jouvin, à son tour, dans le Figaro de ce matin, proteste au nom des plus chers intérêts de la France, contre cette révoltante attitude du Journal des Débats et des autres feuilles démocratiques. Combien il faut que la haine du prêtre abuse et dénature les intelligences pour que des écrivains français ne puissent comprendre, que, à notre époque, surtout après nos désastres de 1870-71, la force et l'influence de notre patrie dans le monde entier sont solidaires de la puissance et l'influence exercées par le catholicisme. Comment s'étonner, de cette trahison des devoirs patriotiques, quand on sait que les juifs, les protestants, les libres-penseurs, se sont emparés de toute la presse démocratique en France et dans toutes les principales capitales de l'Europe ?

M. Thiers tient, avant tout, à éviter toute difficulté avec l'armée allemande d'occupation. Le sous-préfet de l'une de nos villes de l'Est, afin de n'être pas obligé, le premier janvier, d'aller complimenter le commandant ennemi, avait prétexté des devoirs de famille pour s'absenter et était venu à Paris, quand il a reçu l'ordre de retourner immédiatement à son poste, pour se présenter, le premier janvier, chez le commandant allemand.

Les radicaux, secondés par leurs compères dans les mairies et conseils municipaux, continuent leur campagne démissionniste pour la dissolution de l'Assemblée. Dans le département d'Ille-et-Vilaine, le petit journal radical l'Avenir de Rennes, dirigé, dit-on, par un frère de la doctrine chrétienne, se livre à la propagande la plus effrénée, mais sans trop de succès, assure-t-on. On signale particulièrement deux membres du conseil municipal, dans la petite ville de Montauban-de-Bretagne, qui se distinguent par leur zèle radical; ils présentent aux maires le pétitionnement comme une mesure destinée à affermir le gouvernement de M. Thiers que les monarchistes de l'Assemblée veulent renverser au risque de précipiter le pays dans la guerre civile et la guerre étrangère. Ce thème est la consigne donnée par les rumeurs du radicalisme. Le préfet d'Ille-et-Vilaine fera bien de veiller aux excentricités de ces personnages, qui, avec la tolérance d'une administration municipale assez douteuse, s'efforcent d'agiter le pays.

Il y a division parmi les ouvriers à Paris, en ce qui concerne la candidature du citoyen Rane pour remplacer à la chambre, M. Sauvage, l'ancien directeur des chemins de fer de l'Est. Un certain nombre d'associations ouvrières n'ont pas confiance dans le citoyen Rane, dont l'impunité, comme membre de la Commune demeure difficile à expliquer. De plus, ces mêmes associations, dégoûtées des révolutions qui tournent toujours contre le peuple, ne voudraient pas appuyer de candidats politiques, mais son-

geraient à envoyer à la chambre des ouvriers intelligents qui s'entendraient avec tous les partis pour décider et résoudre, si faire se peut, les questions relatives à la position des classes ouvrières.

Il y avait peu de monde, hier soir, à la réception de M. Thiers, presque pas de notabilités et de militaires; seulement deux membres de la droite.

Malgré le langage du journal l'Ordre, qui essaie de rassurer sur la santé de l'empereur, les bonapartistes paraissent assez inquiets des suites que peut avoir l'opération commencée pour extraire le calcul dont souffre Napoléon III.

La Semaine financière publie des détails intéressants sur les négociations qui viennent d'avoir lieu entre la Banque de France et nos compagnies de chemins de fer. Ces négociations ont abouti à un arrangement ou deux de nos grandes entreprises; sciemment, le Lyon et l'Ouest, et avec elles le Crédit foncier, sont parties contractantes avec la Banque. Le montant des avances consenties est de 420 millions qui se répartissent, croyons-nous, comme suit :

Compagnie de Lyon, 60 millions.
Id. de l'Ouest, 30 millions.
Crédit foncier, 30 millions.

Les prêts sont faits pour une année, aux conditions ordinaires des avances sur titres. — Les 90 millions attribués au Lyon et à l'Ouest représentent, une fois pour toutes, l'importance des ressources que la Banque est disposée à mettre à la disposition de nos compagnies de chemins de fer; cette somme répond aux besoins constatés.

En ce qui concerne le Crédit foncier, c'est assurément une nouveauté de le voir changer son rôle naturel de prêteur contre celui d'emprunteur à la Banque. Mais pas plus que l'Etat, pas plus que nos compagnies de chemins de fer, le Crédit foncier n'a pu traverser impunément le trouble de ces dernières années.

L'échéance du 31 décembre s'est encore faite à la Banque dans des conditions remarquables de régularité. La masse des effets présentés à l'encaissement a été de 180 millions; le montant des paiements faits à présentation a été de 114 millions, ce qui représente le 19/20 de l'échéance totale. Cette proportion, non-seulement n'a jamais été dépassée, mais elle n'a jamais été atteinte aux époques les plus prospères.

Le Masque de fer; voilà une énigme historique qui a excité la curiosité de bien des écrivains. Depuis Tolaïn qui dans son Siècle de Louis XIV, suppose méchamment que le mystérieux prisonnier était un fils illégitime d'Anne d'Autriche, combien de noms ont été successivement donnés au personnage qui fut pendant 39 ans, confié à la garde sévère du geôlier St-Mars, dans lequel on a cru voir le duc de Vermandois, le duc de Beaufort, le duc de Monmouth, Mattioli, un fils de Buckingham ou de Mazarin, le surintendant Fouquet, un frère jumeau de Louis XIV; quelques-uns même ont été jusqu'à prétendre que ce prince, frère du roi, était nègre!

En réalité, personne n'avait encore trouvé son vrai nom. Dans quelques jours, paraîtra dans la série historique de l'édit. Plon, la vérité sur le Masque de fer. C'est un officier d'état-major qui a eu la bonne fortune de fouiller le premier les pièces authentiques de cette mystérieuse incarcération. L'affaire se rattacherait à une vaste conspiration contre la famille royale.

Enquête sur le 4 septembre Déposition de M. Jules BRAME

(Suite. — Voir le numéro d'hier.)

Le moment était solennel, la décision devait être prompte lorsque des hommes politiques acceptent, sans bénéfice d'inventaire la situation des affaires, en de telles extrémités, n'aspirant qu'à une récompense, celle d'avoir coopéré à sauver la patrie, ils doivent faire abnégation d'eux-mêmes, et compter pour rien leur existence et leur avenir. Je vous le demande, Messieurs: supposez un instant que nous eussions donné le signal de la retraite vers Paris! Veuillez reporter vos souvenirs à l'époque, à l'heure où nous étions appelés à décider de quelle façon se serait manifestée l'opinion publique sur ce mouvement de retraite; qu'eussent dit ces hommes décidés à tout pour renverser ?

Ils n'eussent pas manqué de profiter de notre faute pour amener contre nous les sentiments de patriotisme déjà très-surexcités, en déclarant que nous venions de sacrifier la France à la dynastie; ils eussent ajouté, avec quelque raison, cette fois, Paris n'est pas la France, le danger n'est pas à Paris; en agissant ainsi, vous commettez une lâcheté envers l'armée et une félonie envers le pays.

Et, incontestablement, nous hâtons l'action révolutionnaire, sans honneur pour la patrie, et sans avoir rien tenté pour sauver notre armée, bloquée sous les murs d'une ville française.

Nos discordes, on le sait, mais on l'a trop oublié, entuplent les chances de nos ennemis.

Cette vérité n'est que trop démontrée aujourd'hui.

Il me suffira, pour vous en donner la preuve, de rappeler la conduite du comte de Bismarck le 31 octobre dernier.

Au moment où il allait signer l'armistice, il apprend le mouvement populaire qui a lieu dans Paris et se refuse, dès lors, à toute adhésion; et durant trois longs mois, des millions de soldats tombent sur les champs de bataille, des milliers sont dépensés en pure perte.

C'était donc pour nous un devoir impérieux d'éviter tout acte qui pût amener un mouvement révolutionnaire, et de nous servir des forces vives pour combattre et repousser les envahisseurs.

Je craignais, Messieurs, d'entrer dans des détails compliqués et sujets à discussions, si je tentais de vous dire ce qui s'est passé jour par jour, depuis le départ de notre armée pour Sedan. Je me borne à vous indiquer d'une façon très-succincte, quelques faits dans leur ordre chronologique, pour rendre plus compréhensible le récit des événements qui se sont déroulés, pour ainsi dire, sous mes yeux.

Les Prussiens maintenaient Bazaine sous les murs de Metz; ils croyaient l'armée de Mac-Mahon complètement détruite; le prince royal de Prusse se dirigeait vers Paris, dont il comptait commencer l'investissement; il était loin de se douter de la rapidité avec laquelle l'armée de Châlons était reconstituée.

Le plan qui ont surgi ne servent des expressions d'un grand publiciste, étaient de nature à tromper toute prévision humaine!

Depuis la catastrophe, beaucoup d'hommes de guerre ont discuté ces questions, indiqué ces fautes commises; mais, ce qu'il y a de certain, c'est qu'il n'est pas arrivé à ma connaissance que M. le maréchal Mac-Mahon se soit opposé à cette marche; il avait

certainement trop de patriotisme pour la faire s'il ne l'eût pas cru exécutable; il s'y est décidé par suite d'une dépêche de Bazaine, lui indiquant qu'il venait de se diriger vers le Nord.

Il est absolument nécessaire de vous rappeler que le général Trochu, parti à la tête du 12^e corps, au lieu d'en accélérer l'organisation, au lieu de devenir, ainsi qu'on avait lieu de l'espérer, l'âme de l'entreprise, d'imprimer partout l'activité, l'enthousiasme et le patriotisme, revint quelques jours plus tard prendre le commandement de Paris, et qu'il avait jeté l'incertitude là où l'implacable résolution devait dominer. Le temps était précieux et pouvait décider de la victoire.

Le général Trochu ne recule pas devant la responsabilité de créer une compétition de plans; il entrave la marche en avant et détermine par ses conseils un mouvement de retraite de l'armée de Châlons vers Reims; et, outre les trois jours perdus durant cette marche, il en fait perdre trois autres. Qu'il me soit permis de rappeler encore que le général ministre de la guerre, prévoyant le cas où le maréchal Mac-Mahon serait blessé ou tué, avait choisi le général Trochu pour le remplacer.

Revenu inopinément au cœur de la capitale, ce général créait un vide qu'il fallait combler; ce fut alors qu'on se vit forcé, au dernier moment, d'appeler le général Wimpfen du fond de l'Algérie.

Maintenant, je vais aborder l'ordre de faits relatifs aux journées des 3 et 4 septembre.

Les uns sont positifs, je les affirme; les autres sont arrivés indirectement à ma connaissance; il vous appartiendra d'en vérifier l'exactitude. Ces faits peuvent se diviser en deux catégories: ceux que ma position spéciale m'a permis de savoir et ceux qui sont produits publiquement. Je ne ferai qu'indiquer ces derniers, ils me serviront à mieux coordonner mon récit.

On a demandé quel jour et à quelle heure le conseil des ministres avait appris la reddition de Sedan et la captivité de l'empereur.

C'est le samedi 3 septembre, vers cinq heures du soir. Avant ce moment, je l'atteste, rien n'avait été appris par nous officiellement, rien n'avait transpiré qui pût nous le faire croire. Je dis nous, car je comprends le conseil des ministres tout entier et j'avais appris à ne pas douter de la loyauté et de la sincérité de mes collègues.

Le 3 septembre, avant huit heures du matin, le conseil des ministres était réuni; il continuait à prendre des dispositions pour compléter nos armées, la défense et l'alimentation de Paris. A deux heures, la plupart des ministres se rendirent au Corps législatif; ceux présents à la séance recevaient, comme chaque jour, les bordées d'opposition, et renouvellaient l'assurance déjà donnée de ne prendre aucune mesure politique extra-légale.

Je ne m'étendrai pas sur les incidents qui se sont produits à cette séance; ils sont relatés au Journal officiel.

Vers cinq heures, les ministres furent prévenus qu'il y avait séance au Conseil aux Tuileries; là, ils apprirent la vérité par une lettre que leur communiqua le ministre de la guerre; ainsi que je l'ai déclaré à la tribune, les ministres de la guerre et de l'intérieur, seuls, recevaient les dépêches, qu'ils communiquaient ensuite à leurs collègues.

La missive reçue ne contenait aucun détail, ne renfermait aucun commentaire; elle vous passera sans doute sous les yeux.

Quelles étaient les dispositions immédiates à prendre dans un aussi terrible moment ?

Le manque de détails nous plongeait dans une angoisse profonde.

Nous primes les mesures nécessaires pour retarder la marche de l'ennemi, décidés à combattre jusqu'au moment où la raison et les lois de l'humanité nous forceraient à nous arrêter.

Une circulaire fut rédigée pour apprendre au pays le véritable état des choses.

(A suivre)

Les Bourbons sauvèrent la France du démembrement, en 1815.

La Gazette de Normandie a retrouvé cet avertissement dans un vieux numéro du journal le Siècle.

L'exemplaire en question porte la date du 8 novembre 1835, et l'aveu dont il s'agit (car il n'y a pas d'autre moi), est

extrait d'un article intitulé: Le parti Légitimiste, et signé Louis Jourdan.

En voici le texte :

« Cette fois, Napoléon ne trouva plus d'écho dans la nation épuisée; son étoile avait pâli; ses destinées allaient s'accomplir; il succomba à Waterloo.

« La branche aînée des Bourbons, fut dans cette circonstance, l'ancre de salut dont nous avons parlé. Sans elle, sans le prince que la mort de Louis XVI et celle de son jeune fils avaient fait le chef de la famille royale, la France eût été peut-être démembrée; l'étranger se serait partagé nos belles et riches provinces. Dieu ne le permit pas ! »

Républicains de Roubaix et de partout, l'entendez-vous? C'est le Siècle, votre chef de file, qui fait cette aveu!